

REFLEXION SUR L'INFLATION ALGERIENNE (2000- 2012) Etude empirique

Université de Boumerdes, Faculté Des Sciences Economiques et
M. Sofiane Abouderaz Commerciales et Des Sciences De Gestion, ALGERIE.
Département Des Sciences Commerciales.

الملخص :

منذ قرون، وقبل المفكرين الكلاسيك، كانت المسائل النقدية للاقتصاديات الوطنية تستقطب اهتمام عديد المفكرين الاقتصاديين أمثال جين بودين (JEAN BODIN) في القرن 16، وهذا بسبب حجم تأثير النقود على الاقتصاد. لذلك يستوجب علينا أن نحاول صياغة نظريات نقدية تساعدنا في تحليل آلية عمل النقود وكيفية تأثيرها على الاقتصاد الوطني من خلال التضخم الذي، عند عتبة معينة، يهدد الاستقرار النقدي والاقتصادي وحتى الاجتماعي للدول. والجزائر، كباقي الاقتصاديات، تتطلب دراسة دقيقة لاقتصادها النقدي بسبب معدلات التضخم المتزايدة سنوياً منذ سنة 2000 وخاصة سنتي 2011 و 2012. لذلك قمنا بتحليل هذا التضخم عن طريق مختلف النظريات النقدية، وهذا من أجل فهم الأسباب التي دفعت الاقتصاد الجزائري إلى دوامة التضخم، لنتمكن من اقتراح حلول عملية تبعدنا من الانتقال إلى التضخم الحاد.

Abstract :

For centuries, the money and its harmful impact on the economy, namely inflation, have aroused the intention of economists, and this intention becomes increasingly necessary because of the alarming rate of inflation registered in different economies. Today in Algeria, the inflation rates over the past two years have called for major analyzes dealing with its causes and effects, but its understanding is still ambiguous. We analyzed this inflation as an analysis tool of various monetary theories in order to better understand the real causes of evil and recommended for better solutions.

Keywords: Quantitative theory of money, money supply, inflation, Algerian inflation, monetary and exchange policy, exchange system, market discipline

Tel : 0554 62 21 87

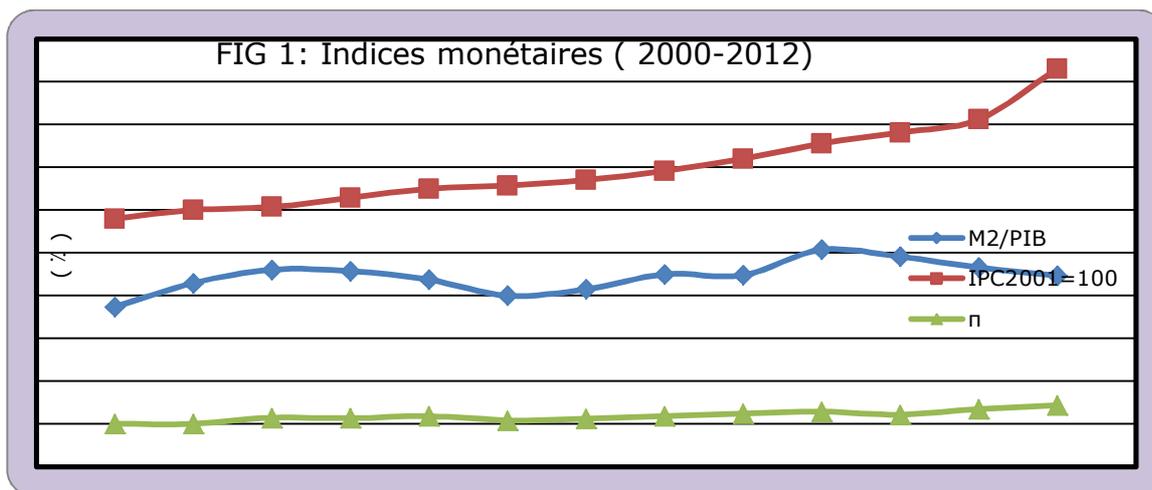
ss.abouderaz@gmail.com

L'inflation, un phénomène monétaire qui a touché et qui touchera beaucoup de pays qui ne réussissent (ou ignorent) à mettre sur pieds une stratégie de développement économique solide avec une bonne conduite et respect envers **la monnaie**. Cette dernière qui arrive à provoquer des distorsions dans les cas extrêmes de ses utilisations, comme le témoigne les expériences des différentes économies des quatre coins du monde, et en particulier l'expérience latino-américaine de l'après W.W.II et plus exactement dans les années 1970, 1980 et 1990.

Dans les sillages de cet article nous allons essayer de savoir si nous devons craindre les taux d'inflations annoncés par les différents organisme nationaux et internationaux (ONS, FMI, BAD...), ou bien cette inflation est d'ordre conjoncturel, et donc elle ne nécessite pas toute cette importance accordée ?

LA MONNAIE EN EST-ELLE LA CAUSE DU MAL ?

Pour bien comprendre l'inflation, les économistes se renvoient à l'un des différents courants de la pensée économique (néoclassique, néokeynésien et monétariste) et donc sous différentes approches économiques et monétaires. Les monétaristes actuels, avec chef de file le défunt Milton Friedman, insistent sur l'idée que l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire, et donc l'explication de l'inflation repose sur les variations enregistrées dans la masse monétaire nationale (voir figure 1). Cette conclusion nous conduit vers l'établissement d'une relation positive entre masse monétaire et inflation (cette dernière traduite par l'indice des prix à la consommation -IPC-) et qui nécessite à son tour une vérification de cette relation dans le temps.



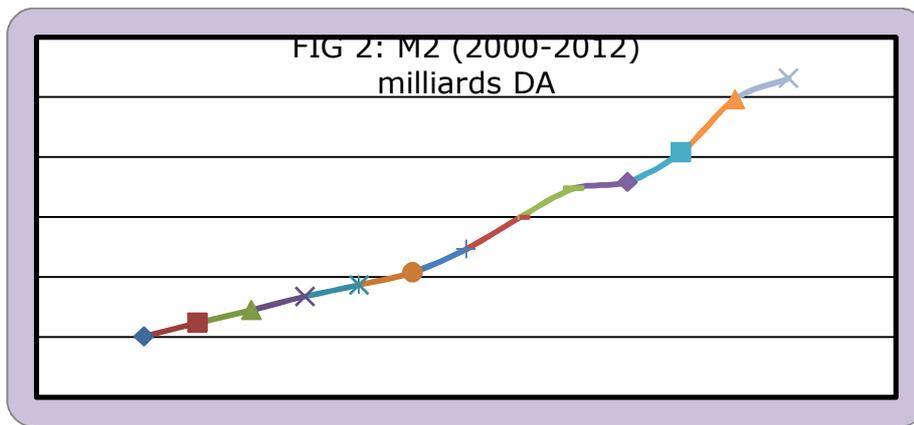
Source : élaboration personnel, d'après les statistiques sur le site officiel de l'ONS et de la BCA.

D'après la figure (1) il est nettement remarquable que la quantité de monnaie par unité de production (M2/PIB-Production Intérieure Brute-)¹ est presque instable dans le temps, mais qui ne reflète pas réellement l'évolution perpétuelle de M2 durant la période qui est absorbée par le fait d'un volume gluant de PIB. En parallèle nous constatons que l'IPC connaît une montée torride d'une année à l'autre, tiré par le rythme de l'inflation (π) continue, cette dernière qui est loin de l'IPC, car les répercussions de l'inflation sur l'IPC sont d'un fardeau que le pouvoir d'achat ne peut supporter.

De cette situation, peut-on en tirer les causes immédiates de l'inflation nationale ?

Comme le souligne M. Friedman, la cause immédiate de l'inflation est toujours et partout la même, c'est-à-dire un accroissement anormalement rapide de M (voir figure 2) par rapport au volume de la production (la relation entre M et PIB).

¹ Milton Friedman, Inflation et systèmes monétaires, 2^e édition, Perspectives de l'Economie, France, 1976, p 68.



Source : élaboration personnel, d'après les statistiques sur le site officiel de l'ONS et de la BCA.

Il est clair que la masse monétaire n'a pas cessé d'augmenter durant les 13 dernières années avec 386% en 2012 par rapport au 2000. Mais peut-on dire que la masse monétaire explique l'inflation qui ne cesse d'augmenter depuis 2006 en Algérie ?

Depuis 2004 la courbe M2/PIB connaît des hauts et des bas, qui devaient normalement conduire à une même tendance dans les autres courbes (IPC et π), mais l'IPC continu son galopade avec l'inflation en s'éloignant de la première courbe, en 2005 M2/PIB était de 59.99% et qui devait être suivi par une baisse dans l'inflation et l'IPC, au moins dans l'année suivante, mais le contraire se produisait par l'augmentation de l'inflation et l'IPC avec 2.3% et 114.05% respectivement en 2006 et les mêmes remarques pour 2010, 2011 et 2012. Et donc cette situation ne convient pas avec l'analyse monétaire, mais cela ne veut pas dire quelle est erronée ! Bien au contraire elle démontre que l'inflation nationale est provoquée par d'autres facteurs. Les écarts enregistrés entre la courbe M2/PIB et IPC reflètent d'autres causes d'inflation que nous qualifierons d'un autre type d'inflation ! (nous reviendrons sur ce point).

Les écarts mentionnés avant, nous laissent penser à la dichotomie classique, où la neutralité de la monnaie sert comme point de départ pour l'analyse classique et néoclassique à travers la théorie quantitative de la monnaie (TQM), élaborée en 1911 par Irving Fisher. Selon cette dichotomie chaque variation de la masse monétaire (retenons M2 dans notre analyse) sera contrecarrée par une même variation des prix. Parce que les variations de M2 n'ont pas d'effet sur le secteur réel de l'économie (la production), mais elles induisent des changements sur le côté monétaire de l'économie (inflation). Mais pourquoi et comment ?

Pour bien concevoir cette analyse nous reprendrons brièvement la TQM comme suite¹ :

$$M.V=P.Y$$

Avec : M : masse monétaire, V : vitesse de la monnaie, P : prix (inflation), Y : produit global

Pour Fisher V est lié aux aspects institutionnels de l'économie tels que la technologie et l'organisation de l'économie, et donc cette vitesse est presque constante dans le court terme², ainsi que Y (hypothèse). Et donc ($V = \bar{V}$ et $Y = \bar{Y}$), de cette égalité nous constatons clairement que l'assouplissement de la politique monétaire nationale conduit à l'augmentation directe de l'inflation,

¹ Gregory N. Mankiw, Macroéconomie, 4^e édition, De Boeck, Belgique, 2009, p 133.

² Philippe Adair, Régime et politiques monétaires selon Commons : cycle du crédit, déflation et banque centrale, ERUDITE, Université Paris 12 Paris Est, France,

http://www.rlt.ulaval.ca/colloque_commons/textes/Contribution%20colloque%20%20Commons%202009%20Adair%20%20juillet.pdf, 2012, p 5.

et dans ce sens le taux de réescompte de la Banque d'Algérie en témoigne. Ce taux connaît des niveaux de fléchissements sensibles avant de se geler depuis 2004 à nos jours à un taux de 4% après avoir été au seuil de 15% et 14% durant les années 1995 et 1996 respectivement. Maintenant est ce que réellement V et Y de notre économie sont stables (fixes) dans le court terme ?

Premièrement le PIB (Produit Intérieur Brut Y) affiche une évolution remarquable depuis 2000 jusqu'à 2012 (le long terme) avec un taux de plus de 322% (PIB provisoire pour 2012), mais sur le court terme il enregistre une certaine fixité, de 1 à 2 ans, et c'est dû en grande partie à la prématurité de secteur productif (industrie exportatrice de biens absente) et à la dévaluation du taux de change du dinar Algérien.

Deuxièmement V est effectivement constant au court terme en Algérie (voir tableau 1), mais paradoxalement elle n'est pas la conséquence des aspects institutionnels comme l'avance Fisher ! Mais elle nous offre d'autre explication pour l'inflation.

Tableau 1 : vélocité 2000-2011

Années	2000	2001	2002	2003	2004	2005
V	2.03	1.7	1.55	1.56	1.64	1.81
Années	2006	2007	2008	2009	2010	2011
V	1.72	1.56	1.59	1.39	1.47	1.21

Source : calculs personnels, d'après les statistiques sur le site officiel de l'ONS.

D'après nos calculs personnels, la vélocité pour 2012 s'établira à 1.63 en juin 2012 (probablement inférieure à 2 en fin d'année). En Algérie la technologie utilisée dans les transactions commerciales (cartes de crédits...) est très loin à celle des pays avancés, et donc elle laisse la place à l'utilisation excessive de la liquidité dans toutes les opérations d'achat et de vente entre les agents économiques, et même l'aspect organisationnel de l'économie se progresse à petit pas, et alors les agents économiques se retrouvent confrontés à une législation et code d'affaire inappropriés avec le développement économique. De ces faits normalement la vélocité devrait être plus élevée et moins stable, mais le contraire se produit ! On peut trouver une explication dans l'anticipation de l'inflation par les agents économiques. Cette anticipation les pousse à investir dans les biens d'équipements durables (scénario de 2011 et 2012) afin d'éviter une autre poussée inflationniste qui taxera une partie de leur pouvoir d'achat, et donc les agents avec les ménages en tête retardent leur consommation, ce qui finit par une baisse sensible dans la circulation de la monnaie nationale, et par suite une certaine constance de V.

Cette conclusion explique en grande partie l'inflation qui sévit l'économie nationale, et met en lumière la réalité d'une dichotomie classique, car la courbe de M2 et la courbe de l'IPC suivent le même chemin. Mais est-ce que c'est bien la cause centrale du mal ?

CHERCHER D'AUTRES CAUSES : POLITIQUES DE CHANGES ET POLITIQUES MONETAIRES

D'après notre analyse ci-dessus, on peut en déduire que l'inflation en Algérie est causée en partie par les fluctuations de la masse monétaire, ce qui appuie cette conclusion c'est aussi bien la lenteur de circulation de la monnaie qui reflète, en outre l'anticipation de l'inflation, un appareil productif terne sans motivation, donc la quantité de monnaie circulante dans l'économie est sans contrepartie en matière des biens et services. Mais chose est sûre c'est que l'inflation nationale trouve aussi ses origines dans les politiques économiques, et en particulier la politique de change et la politique monétaire.

Afin d'expliquer notre régime de change, il est primordial d'éclairer les deux points suivants :

Premièrement, comme l'Algérie fait partie des membres du FMI depuis 1963, elle s'intègre ainsi dans les normes internationales de la mise et de la gestion du taux de change, et donc elle s'offre un régime de change intermédiaire de type flottement administré (flottement dirigé), ce type de change permet au taux de change de flotter, mais des interventions correctrices et étudiées de la banque centrale, offrent l'information au marché sur l'évolution du taux de change.

Deuxièmement, le TCER (taux de change effectif réel) est déterminé mensuellement par la Banque d'Algérie (BA), et dépend à la fois des indices des prix en Algérie et ceux des partenaires commerciaux, de la structure du commerce extérieur, et du taux de change nominal TCN (E) par rapport au dollar américain¹.

De cela, on peut conclure une remarque pour chaque point comme suit :

Primo, le choix d'un régime flottant est généralement préconisé pour les économies soumises à des chocs asymétriques par rapport à ses partenaires commerciaux, et c'est le cas de l'Algérie qui souffre d'un mal hollandais appelé pétrole. Pour éviter les chocs de demandes qui affaiblissent les prix, et donc les recettes de l'Algérie, nos hauts responsables financiers et monétaires ont opté pour une certaine surveillance du taux de change afin de maintenir sa parité dans une bande jugée optimale pour la croissance économique. Sans oublier que les régimes intermédiaires semblent avoir garanti les meilleures performances de croissance, même si, par nature, ils autorisent plus d'inflation². Et donc c'est un choix et une réussite pour la vision monétaire de nos responsables.

Secundo, opérationnellement un TCR (e) (dans le cas le plus simple $e = E \cdot \pi^* / \pi$), avec π^* le taux d'inflation étranger, est en fonction des variations de TCN ainsi que les taux d'inflations domestiques et étrangers. Et alors à chaque fois que le taux d'inflation national est supérieur à celui de nos partenaires (le cas actuel entre l'Algérie et les Etats-Unis et l'UE) et qu'une dévaluation intervient dans le TCN, le TCR du Dinar Algérien s'apprécie nettement vis-à-vis le Dollar et l'Euro, et par conséquent, la compétitivité nationale se détériore. Mais dans le cas de l'économie algérienne cette appréciation du TCR n'a pas un grand effet sur la compétitivité extérieure de nos biens, de fait que notre production destinée à l'exportation est limitée à quelques produits restreints.

Maintenant une question insistante et persistante se manifeste, pourquoi la BCA insiste sur la technique de dévaluation du TCN du DA en dépit d'une conjoncture nationale et internationale caractérisée par une inflation nationale plus élevée que celle de nos partenaires, n'est-elle pas nocive pour l'économie ?

Sur une période de 12 ans de 2001 à 2012 le TCN du DA était dévalué 5 fois (en moyenne annuelle) vis-à-vis le USD (en 2002, 2005, 2009, 2010 et 2ème trimestre 2012) après qu'il a été surévalué l'année d'avant (voir tableau 2).

Tableau 2 : TCN (USD=DA) Algérien 2001-2012

Années	2001	2002	2003	2004	2005	2006
TCN moyenne annuelle	77.2646	79.6829	77.3947	72.0603	73.3596	72.6466
Années	2007	2008	2009	2010	2011	2° T 2012
TCN moyenne annuelle	69.3757	64.5828	72.6349	74.3908	72.8537	78.8582

Sources : www.ons.dz, www.bank-of-algeria.dz

¹ Flore DUCHMANN, La politique de change en Algérie, Ambassade de France en Algérie, mission économique, http://www.financesmediterranee.com/pdf/pays/FM_DREE_Algerie_PolitikDeChan.pdf, 2012, p 1.

² Amina Lahèche-Revil, Les régimes de change, **Revue CEPII** www.cepii.fr/francgraph/publications/ecomand/lepoinstsur/2000ch8.pdf, 2012, p.6.

En réalité, ces dévaluations offrent plus de marge à l'émission et à la création monétaire pour accompagner les objectifs de l'Etat algérien en matière de financement des constructions d'infrastructures déclenchées par le président de la république durant la décennie passée, sans oublier le financement des rémunérations et augmentations des salaires nationaux entamé en 2011. Cette marge de manœuvre n'aurait pas pu atteindre son objectif d'expansion monétaire sans l'aide de deux facteurs indispensables à sa réussite.

Le premier facteur complice (implicite) est la politique monétaire assouplie depuis 2004 par le taux de réescompte aplati et les taux d'intérêts nominaux, sur les différents placements très bas, ponctionnés par les taux d'inflations élevés, et qui offre des taux d'intérêts réels très bas et parfois nuls ou négatifs. Et donc la politique monétaire joue ici le rôle d'une lame à double tranchant, d'un coté, elle aide le gouvernement en matière de financement de ses projets de développement économique, d'autre coté, elle assure l'application et le maintien de l'objectif du taux de change cible (annoncé à chaque début d'année comme repère d'élaboration de budget national).

Le deuxième facteur complice (implicite) est le prix du baril qui ne cesse d'augmenter beaucoup plus que celui fixé comme repère dans l'élaboration de budget national (gonflement du FRR). Les pics enregistrés dans les prix du baril assurent une recette montagnaise pour l'Algérie, et logiquement une réserve en USD sans limites, et pour pouvoir bénéficier de cette réserve la politique de change doit assurer une dévaluation du TCN rythmée et ajustée avec le taux de progrès économique. Mais ce bien fait mérite-t-il les douleurs affligées à l'économie algérienne !?

Nous constatons deux effets secondaires néfastes sur notre économie, le premier est la perte de compétitivité internationale, mais moins sentie à cause de non existence de production d'échelle destinée à l'exportation. Et le deuxième effet est la création de l'inflation (par le mécanisme monétaire).

Pour bien comprendre le deuxième effet qui nous intrigue le plus en ce moment, nous prenons un exemple simplificateur qui démontre l'effet d'une dévaluation du TCN sur la création monétaire, et par suite l'augmentation de l'inflation nationale.

Considérons les Etats-Unis comme le seul partenaire commercial de l'Algérie. Avec l'équation du TCR ci-dessus, il est clair que dans une conjoncture économique internationale caractérisée par une baisse tendancielle des taux d'inflation aux Etats-Unis (déflation conjoncturelle 2.2% en octobre 2012) le TCR du DA subit des appréciations décourageantes pour l'exportation des biens et services nationaux, et pour soutenir une baisse du TCR du DA la politique de change nationale doit assurer des dévaluations simultanées du TCN qui permettront de leur part une bouffée d'oxygène dans l'expansion de la masse monétaire, et à chaque fois que la dévaluation se manifeste, une autre bouffée est créée. Cette expansion monétaire au fur et à mesure engendrera une inflation nationale qui trouve ses origines dans les dévaluations du DA.

Et pour compléter l'effet du taux de change, nous constatons qu'une constante appréciation de l'EURO provoque une poussée inflationniste pour l'Algérie, qui est obligée d'importer, en payant avec un EURO fort, tous les biens et services manquants, et donc l'effet d'une importation chère sera répercuté sur le consommateur algérien.

2011-2012, INFLATION PAR LA DEMANDE ET/OU PAR LES COÛTS ?

Nous avons vu que l'explication de l'inflation par l'approche monétaire n'arrive pas à expliquer tout le phénomène national, surtout que la vélocité se cimente dans des chiffres macabres, cela démontre clairement que la réponse des ménages quant aux augmentations des salaires (augmentations touchant uniquement les salariés de secteur publique) ne suit pas la même tendance, car les ménages s'optent pour une préférence de liquidité. Cette préférence gèle en grande partie la monnaie détenue par les ménages dans l'attente d'une baisse de l'inflation, autrement dit, ils

anticipent une baisse des prix pour enfin entamer leurs nouvelles consommations. Ce comportement explique bien la vélocité de la monnaie nationale, et donc les algériens acceptent le dinar comme un actif monétaire (pour une courte période).

Pour définir l'inflation nationale comme une inflation causée par l'augmentation de la demande globale (nous entendons par là une situation où la demande globale dépasse l'offre globale), le revenu national doit être inférieur à la demande globale réalisée par les secteurs institutionnels de l'économie nationale, et donc un déséquilibre macroéconomique qui se crée, pour être restimulé, les prix nationaux doivent augmenter avec des taux différents. En lisons la situation de bilan des ressources et emplois de la nation en biens et services fourni par l'ONS, nous constatons un équilibre comptable entre les ressources et les emplois, mais en se concentrant sur la consommation finale individuelle des ménages entre 2010 et 2011, nous déduisons une faible augmentation de 10.69%, mais pour la consommation finale des administrations publiques le taux arrive à 58.28% pour la même période. En parallèle le total de la demande globale nationale (consommation des ménages, production intérieure brute, solde de la balance commerciale) pour 2011 dépasse les 16000 mds de DA, avec un revenu national qui dépasse légèrement les 13500 mds de DA. De cette situation il est clair que la rémunération des facteurs de production est très basse, ce qui induit un revenu national bas reflétant une faible production nationale, sans oublier un solde global du trésor en déficit.

Et pour revenir sur l'inflation par les coûts, qui réduit la cause de l'inflation à un simple jeu de cause et effet, l'augmentation des coûts de production des biens engendre une augmentation pareille des prix, mais seulement quand les coûts augmentent dans tous les secteurs, c'est-à-dire que les salaires augmentent dans le secteur public comme le secteur privé, les coûts des matières premières augmentent aussi pour expliquer la montée des prix nationaux de tous les produits de consommation. En revenant à la situation de l'économie nationale en 2011, les coûts des matières premières de sucre et de l'huile avaient connu des augmentations sur le marché international, et donc une répercussion sur les prix nationaux est légitime, mais ces coûts connaissent des hauts et des bas or que ces fluctuations ne sont pas senties sur les prix nationaux, et concernant les augmentations salariales qui ont touché uniquement le secteur public n'expliquent pas la montée de tous les prix des bien d'alimentation produits par le secteur privé, et de tous les fruits et légumes qui ont augmenté avec des taux dépassant ceux des salaires (ex : 300% pour la pomme de terre), en prenons en considération le facteur climatique et saisonnier, les prix plafonnés ne trouvent pas leur explication dans la logique d'un mécanisme du marché sain, mais bien au contraire l'explication est bien proposé par les responsables chargés de la gestion des politiques économiques, un dysfonctionnement interne des marchés où la concurrence est imparfaite aux marchés de travail et des biens, et c'est tout à fait normal que l'inflation est due au facteur endogène.

DISCIPLINE DU MARCHE ET ANTICIPATION DE LA DEMANDE :

Afin de compléter notre quête des causes qui peuvent avoir une relation avec l'inflation, nous allons essayer d'expliquer les comportements dysfonctionnels des marchés domestiques et leur contribution dans la monter de l'inflation nationale.

Notre argumentation concernant le marché national, repose sur la justification de nos responsables qui argumentent que les taux d'inflation élevés se reposent sur une cause endogène. Oui, nous sommes tout à fait d'accord avec eux sur (pour nous) l'une des causes qui peuvent engendrer une montée d'inflation, mais pour nous, ce n'est pas la seule cause, comme ils affirment.

Cette cause endogène reflète deux points importants :

- 1- Une faiblesse dans les organes étatiques responsables de la supervision et de contrôle des marchés sous toutes leurs formes (gros ou détail), cette faiblesse cède la place aux marchés dans l'établissement des prix, et le cas de 2011 en témoigne, après que les prix ont augmenté

dans les marchés internationaux des matières premières, les prix domestiques ont augmenté avec des taux dépassant ceux des marchés internationaux, jusqu'à l'intervention de l'Etat pour régler cette répercussion sauvage des prix, et de les stabiliser. Cette situation reflète une vérité économique acerbe, celle de la faiblesse en matière de contrôle, et une incompétitivité existante dans le marché national qui génère un certain monopôle dans la formation des prix, à cause de la convergence des acteurs dans les marchés (sur les prix de vente) qui sont encouragés par l'absence des organes de contrôle.

- 2- La faiblesse évoquée dans le premier point nous ouvre une autre porte sur les causes de l'inflation nationale, celle de l'anticipation de l'inflation mais non par les consommateurs et les travailleurs en premier lieu, comme l'annonce la théorie économique, mais par les acteurs des marchés de gros et détail qui contrôlent intégralement la formation des prix sur le marché national ! mais comment ? et bien c'est très simple, dans le cas d'une faiblesse de contrôle et après que l'Etat a perçu des augmentations dans la masse salariale des algériens, le marché anticipe une augmentation sensible de la demande des biens et services finis, et donc tous les acteurs du marché national (encouragés par leur monopôle du marché) sont convergés sur l'établissement des prix très élevés, car ils savent que la demande augmentera quelque soit le prix annoncé, de fait que les salaires ont augmenté. Cette anticipation seule peut créer une énorme flambée des prix, et par suite une inflation grande et injustifiable.

D'après notre analyse, nous pouvons dire que l'inflation nationale est une :

- 1- Inflation institutionnelle, à cause des lacunes enregistrées dans le contrôle et la supervision des marchés ;
- 2- Inflation salariale, à cause de la grande masse monétaire créée dans l'économie, mais sans contrepartie dans la production, et qui a abouti à une augmentation de la demande des biens durables (qui ont une faible marge dans le calcul de l'inflation) ;
- 3- Inflation budgétaire, à cause des dépenses étatique (création d'un solde global du trésor de -178.2 mds DA et -95.1 mds DA en 2010 et 2011 respectivement) concernant les projets de la construction et la réhabilitation de l'infrastructure nationale, ainsi que des augmentations des salaires ces deux dernières années, mais qui ont été sans contrepartie en matière de production, et donc un déséquilibre qui a été manifesté entre le marché monétaire et le marché des biens et services nationaux.

PROPOSER QUELQUES SOLUTIONS :

Selon notre analyse, il est bien clair que les causes qui mènent vers l'inflation nationale sont semblables à celles enregistrées dans la plupart des pays d'Amérique du sud dans les années 1950, 1960 et 1970, mais pas le même type d'inflation. Notre proposition des solutions anti-inflationnistes reposera sur les causes elles mêmes. Pour y'arriver il faut une volonté politique pour mener des politiques anti-inflationnistes sur le court et le long terme.

Nous proposons une politique monétaire restrictive anti-inflationniste pour le court terme afin d'augmenter le taux d'intérêt nominal, et par suite le taux d'intérêt réel, cette procédure encouragera les ménages à dévier leur reste de salaire vers des placements rentables, et ainsi diminuera la masse monétaire en circulation. Mais pour réussir cet objectif la bourse d'Alger doit jouer son rôle comme un lieu de placement rentable pour les différents investisseurs, et en parallèle il faut que le taux de réescompte soit dégelé et augmenté pour limiter la création monétaire par les banques commerciales. Et pour instaurer une confiance dans la politique monétaire il faut que la banque centrale affiche un taux d'inflation futur comme objectif ferme et respecté, et se concentre sur l'adéquation de la masse monétaire avec cet objectif, cette politique nous permettra d'atteindre deux autres objectifs importants, le premier est de limiter le heurtement des ménages vers le placement de leur argent dans les biens des consommations durables, et ensuite les attirer vers le marché de capitaux. Deuxièmement, cet objectif permettra une anticipation d'inflation nulle par les différents acteurs économiques, et limitera (mais n'éliminera pas) par la suite la hausse des prix, situation qui

aide le consommateur à bien choisir entre : consommer aujourd'hui ou retarder sa consommation à plus tard afin d'épargner le reste de son revenu disponible, et par suite l'anticipation de la demande par les marchés s'abaissera sensiblement si le gouvernement assure le contrôle du marché.

En parallèle, et pour le long terme, une politique financière qui vise l'encouragement de l'investissement productif et grandement souhaitable. Pour arriver à cet objectif il faut rationaliser les crédits accordés aux jeunes (dans le cadre de l'ANDI...), en les obligeant à réaliser des bénéfices, même symboliques, juste pour les sensibiliser de leurs responsabilités envers la nation et de construire des vrais futurs investisseurs. Dans la situation actuelle de l'économie nationale une politique d'austérité est in-souhaitable à cause de la nécessité des projets de réhabilitation et de mise des infrastructures nécessaires pour attirer l'investissement étranger, mais pour ne pas payer la facture par un déséquilibre macroéconomique qui conduit à l'augmentation des prix, la politique financière doit favoriser la diversification de l'investissement par des baisses d'impôt dans des secteurs inexploités, mais il faut limiter les subventions offertes par l'Etat pour le secteur privé mature, afin d'économiser de l'argent pour le trésor public et de diminuer le déficit.

Contrecarrer l'inflation par ces deux politiques seulement, ne donnera pas de grands résultats, et peut tenter de maximiser les réussites nous insistons sur les procédures suivantes, qui doivent être appliquées simultanément avec les politiques ci-dessus :

- 1- Politique monétaire indépendante explicitement, libre dans sa gérance de la masse monétaire selon les nécessités de l'économie nationale ;
- 2- Politique budgétaire robuste qui vise la création d'un solde budgétaire excédentaire, remplaçant l'émission monétaire de la banque centrale ;
- 3- Encadrer et limiter les interventions de l'Etat dans l'économie, sauf dans les cas des plans de développement économique ;
- 4- Contrôle général des prix et des salaires, le gouvernement doit instaurer des lois visant à interdire des augmentations salariales dépassant le taux d'augmentation de l'IPC, et pour éviter la répercussion des ces augmentations sur les prix, il faut geler toutes les augmentations dans le niveau général des prix qui peuvent déclencher une spirale inflationniste.

Avec ces propositions nous n'entendons pas pouvoir fournir toute la solution à notre problème d'inflation, mais elles nous permettront de ne pas avoir peur de cette inflation si une mobilisation des différentes politiques économiques (politique commerciale, salariale, de change...) et une large solidarité entre elles seront réalisées, et enfin le non respect de la monnaie créera toujours des mécontentements monétaires.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

1. Amina Lahèche-Revil, Les régimes de change, Revue CEPII www.cepii.fr/francgraph/publications/ecomand/lepoinstsur/2000ch8.pdf, 2012.
2. Flore DUCHMANN, La politique de change en Algérie, Ambassade de France en Algérie, mission économique, http://www.financesmediterranee.com/pdf/pays/FM_DREE_Algerie_PolitikDeChan.pdf, 2012.
3. Gregory N. Mankiw, Macroéconomie, 4^e édition, De Boeck, Belgique, 2009.
4. Milton Friedman, Inflation et systèmes monétaires, 2^e édition, Perspectives de l'Economie, France, 1976.
5. Philippe Adair, Régime et politique monétaires selon Commons : cycle du crédit, déflation et banque centrale, ERUDITE, Université Paris 12 Paris Est, France, http://www.rlt.ulaval.ca/colloque_commons/textes/Contribution%20colloque%20%20Commons%202009%20Adair%20%20juillet.pdf 2012.
6. www.bank-of-algeria.dz
7. www.ons.dz